

Il existe au Salvador une exploitation cruelle: de riches propriétaires fonciers, qui ont maintenant quitté le pays, se sont rempli les poches en brassant d'importantes affaires industrielles et bancaires, tandis que les soldats et la police veillent à ce que les terres ne soient pas occupées par les paysans et s'arrangent pour trouver une main-d'œuvre docile et bon marché.

Voilà le nœud de la situation au Salvador et qui explique la radicalisation des pauvres. Devant cette radicalisation, cette agressivité, le régime s'est raidi. Il prétend à une certaine légitimité, Duarte lui-même ayant été élu en 1972. Mais, mis à part la légitimité du régime, il a dû réagir contre le mouvement qui poussait progressivement les pauvres à se donner la main, parfois même aidés par quelques-uns de leurs propres chefs, et à se révolter contre le fait que 2 p. 100 de la population du pays détient 60 p. 100 de toutes les terres et contre la misère dans laquelle leurs enfants sont condamnés à vivre.

Les réformes internes introduites au Salvador par le régime Duarte n'ont pas duré parce qu'elles n'ont manifestement pas été entreprises avec conviction. Les efforts visant à nationaliser les banques et l'industrie de la canne à sucre ont échoué. Le régime a aidé certains Salvadoriens à améliorer leur sort, mais la réforme n'a jamais été une source d'espoir pour le commun du peuple parce qu'elle s'est butée sur-le-champ à une vague de répression, à des escouades d'hommes armés à la solde des riches et à l'organisme paramilitaire gouvernemental.

Les députés croient-ils croire que ce sont les miséreux et les propriétaires qui ont abattu l'archevêque Romero pendant qu'il célébrait la messe dans la cathédrale de son archevêché à San Salvador, qui ont tué neuf prêtres et massacré brutalement quatre missionnaires américains? Ces meurtres sont le fait de l'extrême droite, de fanatiques qui veulent mettre fin à toute réforme sociale dont la masse de la population du Salvador pourrait bénéficier.

La Conférence catholique canadienne des évêques a entrepris une étude approfondie de la situation au Salvador. Je cite deux de ces principales conclusions:

La grande majorité des victimes de la répression viennent des milieux les plus pauvres et les preuves existent qu'ils ont été abattus soit par des commandos de l'extrême droite, soit par des militaires.

Voilà la première constatation. Et voici la seconde:

La junte persécute systématiquement tous les organismes progressistes sous prétexte de protéger sa position centriste contre l'extrême gauche. Pourtant, elle ne fait rien pour mettre fin à l'activité des paramilitaires de l'extrême droite, et encore moins pour découvrir qui en sont les véritables chefs.

Entre alors en scène l'ambassadeur White, relevé de ses fonctions de représentant des États-Unis au Salvador par l'administration Reagan. Le diplomate dénonce la politique du gouvernement américain, qui consiste à intervenir militairement pour appuyer le régime actuel, lequel est responsable dans une grande mesure d'une vague d'assassinats qui dure depuis environ deux ans et qui a fait à ce jour 13,194 victimes. Il la qualifie de démentielle. Il déclare en outre que les prétendues forces de gauche ne comptent que 2,000 membres environ, qu'il leur serait absolument impossible de déloger le gouvernement actuel et qu'en fait, ce dernier a la situation bien en main.

Dans ces circonstances, pourquoi le gouvernement américain injecte-t-il des millions et envoie-t-il encore plus de conseillers militaires—près de 50 jusqu'à maintenant—dans un pays où le gouvernement ne risque nullement d'être renversé? Évidemment, nous savons tous que c'est pour arrêter l'avance communiste en Amérique centrale. J'applaudis aux efforts de tous

El Salvador

ceux cherchant à freiner l'avance communiste dans le monde, mais ce n'est pas en faisant courber l'échine et les épaules des pauvres du Salvador qu'ils y arriveront.

Des voix: Bravo!

M. Roche: Au cours du débat qu'il a eu la semaine dernière avec l'ambassadeur Kirkpatrick, l'ambassadeur américain aux Nations Unies, l'ambassadeur White a déclaré ce qui suit:

Il importe de se rendre compte que le gouvernement actuel a arrêté net les partisans de la gauche, sans l'aide d'un seul fusil américain. Ce n'est donc pas le moment de favoriser l'aide militaire. Maintenant que les partisans de la gauche sont défaits, c'est le moment de favoriser une solution politique.

● (1630)

Si vous adoptez la solution militaire au Salvador, vous allez renforcer l'un des groupes d'hommes les plus déréglés, les plus violents et les plus sanguinaires du monde. La preuve, c'est qu'il a fait mourir au moins 5,000 ou 6,000 jeunes pour la seule raison qu'il les soupçonnait d'avoir partie liée avec les partisans de la gauche.

Alors qu'il comparaisait la semaine dernière devant un comité de la Chambre, l'archevêque Hickey, parlant au nom des évêques catholiques américains et témoignant de sa propre expérience au Salvador, a déclaré que la situation là-bas n'est pas surtout une affaire de fusil, mais une affaire de justice. Il a ajouté que les évêques américains s'opposent à l'idée d'accorder de l'aide militaire au Salvador et estiment que l'envoi de conseillers militaires n'augure rien de bon. Il a encore ajouté ce qui suit:

C'est un risque qui frise la témérité. Il confirme les soupçons des Latino-Américains qui pensent que nous nous apprêtons à envahir le Salvador.

Encore une fois, faisant allusion au discours que le pape Jean-Paul avait prononcé durant son récent voyage aux Philippines concernant les droits de la personne dont doivent jouir les travailleurs, l'Archevêque Hickey a déclaré:

Je puis vous assurer que si certains des propos qu'a tenus là-bas le Saint Père l'avaient été par de simples cathéchistes ou par des prêtres de paroisses ordinaires ces personnes seraient en danger de mort.

Dans son édition du 2 mars dernier le *Christian Science Monitor* a publié un article de Geoffrey Godsell qui a découvert la vraie nature du problème et l'expose dans le paragraphe suivant:

Il est clair que le gouvernement Reagan a choisi le Salvador comme la meilleure des options à sa disposition pour envoyer un signal à l'Union soviétique et même tester sa réaction.

Nous nous retrouvons aujourd'hui en train de débattre cette question. Je crois qu'il importe absolument que les États-Unis connaissent l'opinion de leurs amis dans le monde. En tant que voisins les plus proches et j'ose dire amis les plus proches je crois que le Canada doit être capable de parler franchement au gouvernement Reagan et j'espère que c'est ce que fera le gouvernement canadien à l'occasion de la visite du Président à Ottawa. Je pense que nous devons être plus entreprenants que nous ne l'avons été jusqu'ici et qu'au lieu de nous contenter de critiquer le rôle que jouent actuellement les États-Unis au Salvador, nous devrions les engager à combattre la misère qui sévit dans le monde et qui explique que des cas comme celui du Salvador se produisent de plus en plus fréquemment. Le Salvador ne restera pas longtemps un cas isolé parce que 800 millions de personnes vivent dans le même genre de conditions déplorables.

Je crois que nous devons exhorter les États-Unis à jouer de nouveau le rôle qu'ils ont joué pendant des années. Prenons pour exemple le plan Marshall; à la fin de la Seconde guerre mondiale les États-Unis craignaient beaucoup que l'Europe de